

Questions orales

[Français]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse encore une fois au vice-premier ministre, parce que ce sont lui et ses collègues qui ont la responsabilité du gouvernement.

Le premier ministre ou le vice-premier ministre compte-t-il sur les multinationales étrangères pour garantir l'autosuffisance du Canada dans le domaine pétrolier? Est-ce qu'il compte sur les compagnies multinationales pour faire l'exploration requise pour développer surtout nos ressources à la frontière? Est-ce qu'il ne comprend pas qu'il faut aussi utiliser Petro-Canada pour faire concurrence aux multinationales? Est-ce que cela n'est pas dans la politique du gouvernement actuel?

[Traduction]

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)): Monsieur le Président, le gouvernement estime que la viabilité des régions vierges ne dépend pas nécessairement de lui. Petro-Canada a annoncé un projet de prospection dont nous nous réjouissons et qu'elle a décidé d'entreprendre pour des raisons purement commerciales car cette société, peu importe qu'elle soit privée ou publique, a confiance dans l'avenir du pays et dans le secteur énergétique.

LA VENTE POSSIBLE DE LA SOCIÉTÉ

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais demander au vice-premier ministre pourquoi son gouvernement veut vendre Petro-Canada aux Canadiens. N'en sommes-nous pas déjà propriétaires?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)): Monsieur le Président, mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, a déclaré ce matin qu'il possédait notre part des actions de Petro-Canada et que si les Canadiens en devenaient directement propriétaires, ils conserveraient des intérêts dans le secteur énergétique, et même encore plus que si cette société demeure la propriété du gouvernement. Nous ne pensons pas que l'étatisation constitue une panacée comme le député semble le croire.

● (1420)

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE DE PROSPECTION PÉTROLIÈRE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le gouvernement semble vouloir détruire Petro-Canada sans raison apparente. Le vice-premier ministre est-il d'accord avec le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui a prétendu ce matin, à l'émission *Canada AM*, que Petro-Canada avait maintenant complété son oeuvre vitale dans le domaine de la prospection pétrolière au Canada?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)): Monsieur le Président, Petro-Canada ne

cessera pas de faire de la prospection pétrolière si elle est vendue au secteur privé. Le député laisse entendre qu'elle se laissera mourir. Cela n'arrivera pas. Nous envisageons la privatisation comme un moyen de renforcer les sociétés canadiennes avec la participation directe de nos concitoyens.

LE FINANCEMENT DE LA PROSPECTION

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, par la suite, au cours de cette même interview à *Canada AM*, ce matin, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré qu'en vendant Petro-Canada, le gouvernement voulait obtenir les fonds nécessaires pour poursuivre la prospection pétrolière. Alors quoi? Si le gouvernement encaisse des fonds de la vente de Petro-Canada, qui fera de la prospection? Radio-Canada? Ou le ministère d'État à la Condition physique et au Sport amateur peut-être? Qui au juste?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)): Monsieur le Président, mon collègue a dit ce matin que Petro-Canada devra trouver l'argent quelque part pour continuer de prospecter. Quatre moyens s'offrent au gouvernement pour contrôler les sociétés canadiennes: la fiscalité, les dépenses, la réglementation et la propriété. La propriété n'est pas le moyen ultime de faire de la prospection au Canada.

LES PLANS DU GOUVERNEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la même ministre. Je viens de la Colombie-Britannique et je suis tenté d'envoyer mes actions de BCRIC à la ministre. Elle pourra en recouvrir les murs de son chalet, et constater leur valeur.

Je veux poser à la ministre une question concernant les projets de privatisation du gouvernement. Peut-elle confirmer que le gouvernement prévoit privatiser Petro Canada en vendant 20 p. 100 des actions de la société pour environ 700 millions de dollars? Si la ministre ne peut pas confirmer ces chiffres, pourra-t-elle au moins nous dire s'il est prévu de faire de Petro-Canada une société mi-privée, mi-publique?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)): Non, monsieur le Président, je ne puis le confirmer. La société fait actuellement l'objet d'une étude et aucune décision n'a été prise pour savoir si elle sera ou non privatisée ni, si c'est le cas, de quelle façon. Nous examinons sérieusement cette possibilité. Je l'ai déjà dit, mon collègue le ministre des Finances l'a déjà dit et le premier ministre aussi. Pendant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à étudier le dossier de Petro-Canada et c'est exactement ce que nous faisons.

M. Waddell: Oui, mais cela était censé se produire au cours du deuxième mandat du gouvernement. Étant donné ses résultats, il n'aura peut-être pas de deuxième mandat et c'est pourquoi il le fait dès maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je sais que le député veut un deuxième mandat.

M. Waddell: Je vais essayer de mettre toutes les chances de mon côté, monsieur le Président.